

Pour une lecture « Yin Yang » du développement économique de la Chine (janvier 2009)

Une lecture « Yin Yang » c'est-à-dire une lecture nuancée et équilibrée, éloignée aussi bien de la propagande que de l'hostilité systématique et de la trop fréquente caricature du démagogue « médiatiquement correct. »

L'Académicien Français et fin connaisseur de la Chine, **Alain Peyrefitte** écrivait – quelques semaines avant sa mort – (Géopolitique n° 67, octobre 1999) :

« De 1979 à 1998, pendant ces derniers vingt ans, la Chine a atteint en moyenne un taux de croissance qui semble aux Occidentaux d'une ampleur fabuleuse : il a oscillé autour de 10% par an, ce que l'on n'avait vu nulle part (surtout pour un pays de cette taille.) Certes, elle partait du plus bas niveau qui fût. Mais jamais un aussi grand nombre d'hommes n'avaient vu leur vie aussi transformée en aussi peu de temps »

Dans son ouvrage « *Quand la Chine change le monde* » Erik Izraelwicz écrivait en 2005 :

« Jamais dans l'histoire économique, une nation aussi grande – 1,3 milliard d'habitants – n'avait connu une croissance aussi forte – 8% par an – pendant une période aussi longue – 25 ans. [...] Demain, elle sera, peut-être, la première puissance économique devant les Etats-Unis. [...] Plus aucune activité ne peut être engagée, en France ni ailleurs, sans que soit prise en compte la variable « Chine. »

En 2008, après une trentaine d'années d'une politique « de réforme et d'ouverture » chacun s'accorde à reconnaître que les progrès économiques et sociaux accomplis en Chine sont considérables. Les données chiffrées essentielles sont bien connues et, à l'heure d'internet, elles peuvent l'être facilement ; nous ne nous y attarderons donc pas beaucoup ici. Mais nous devons constater que la plupart des analyses prospectives françaises (et ce depuis 1949)... se sont presque toujours révélées fausses. Que ce soit jadis celles des admirateurs de la « Grande Révolution culturelle » ou, depuis trente ans, celles de « spécialistes » souvent auto-proclamés qui n'en finissent pas d'annoncer l'effondrement du système économique chinois !

La prise de recul pour une analyse objective est fréquemment indigente et ignore pratiquement toujours l'étude de la stratégie mise en œuvre, des objectifs visés, des priorités définies, des étapes prévues... pour la mise en œuvre de cette réforme et pour son suivi, ses ajustements progressifs et son adaptation aux évolutions mondiales en cours. Notre propos développera essentiellement ces derniers aspects, mais il convient tout de même de préciser les caractéristiques essentielles de l'économie chinoise.

1/ Les données de base de l'économie chinoise en 2007 :

PIB¹ :

PIB 2007 selon la méthode traditionnelle des parités monétaires : 2 244 milliards \$ (3^{ème} rang mondial sur 231 pays.)

PIB selon PPA² 2007 : 5 333 milliards \$ (2^{ème} rang mondial.)

PIB 2007 par habitant selon PPA : 5 300 \$ (Banque mondiale) / 2 360 \$ (BES³ de Chine)

(France / Banque mondiale : 33 800 \$; USA : 46 000 \$)

PIB, rang mondial en 2006 (estimation CIA world factbook) : USA (6^{ème}) France (23^{ème}) Chine (84^{ème}) pour 194 pays.

Comparaisons :

Parts du PIB mondial en 2007 : USA = 25,5 % du PIB mondial – Chine = 6 % du PIB mondial.

Croissance du PIB de 2007 par rapport à 2006 : USA = 2,7 % – Chine = 11,4 %.

Parts respectives dans l'augmentation de la croissance mondiale entre 2006 et 2007 :

USA = 0,69 % (2,7 X 25,5) – Chine = 0,68 % (11,4 X 6) !

Les USA avec un taux de croissance 4,22 fois inférieur (2,7 contre 11,4) accroissent très légèrement plus la richesse mondiale que la Chine !

Structure de l'économie :

Agriculture : 40,2 % de la population active 11,93 % du PIB

Industrie : 27,7 % de la population active 48,05 % du PIB

Services : 32,1 % de la population active 40,02 % du PIB

2/ Eléments d'analyse essentiels à la compréhension de la dynamique économique :

¹ PIB : richesse créée par le pays au cours de l'année considérée.

² PPA : parité de pouvoir d'achat (selon la quantité de biens et de services que l'on peut acheter dans le pays)

³ BES : Bureau d'Etat des Statistiques de Chine

A partir de l'arrivée au pouvoir du Président Deng Xiaoping, dès 1978, la politique de réforme et d'ouverture de la Chine s'est progressivement mise en place. Mais, une stratégie et des objectifs prioritaires étaient définis :

La stratégie ; un développement par étapes :

Au début de la mise en œuvre des réformes, les dirigeants ont considéré qu'il était nécessaire d'éviter la ruée vers les villes. Ils savaient que l'accroissement naturel de la population (malgré la politique de limitation des naissances, surtout respectée en ville) serait de 300 millions d'habitants d'ici la fin du siècle.

Afin de transformer l'exode rural en exode agricole, une politique très originale de création de *Petits Bourgs* a permis de développer 10.000 bourgs de 30.000 habitants pour éviter la création de 300 villes d'un million d'habitants et l'installation de bidonvilles dans leurs banlieues. La création de ces *Petits Bourgs* a réduit le surnombre de paysans pour en faire des employés, des commerçants, des ouvriers... demeurant dans les zones rurales, mais a tout de même réduit l'espace cultivé de 400.000 hectares par an !

Les étapes :

1/ dans un premier temps (1978 – 1998) concentrer les efforts : au profit des villes et des provinces de l'Est.

Cette stratégie a permis :

- de commencer là où c'est le plus urgent et le plus facile (concentrations de populations ; potentialités pour le développement d'industries légères diversifiées et pour celui du secteur tertiaire ; facilités de communications...)
- de rendre plus probante la réussite grâce à la concentration des investissements tant nationaux qu'étrangers.

2/ dans un deuxième temps (depuis 1998) : priorité au développement des campagnes et des régions Ouest et Centre.

Cette stratégie traduit maintenant la volonté de « voler avec les deux ailes » et de :

- favoriser ces régions en matière d'investissements nationaux et étrangers,
- développer et poursuivre la lutte contre la pauvreté,
- articuler la lutte contre le retard de développement autour de la construction d'infrastructures routières, électriques et agricoles (irrigation, distribution d'eau potable et reboisement) et autour de l'amélioration de l'éducation, de la formation professionnelle, et de la prise en charge des soins et des assurances sociales.

3/ L'étape actuelle tient également compte des réalités nouvelles et des leçons de l'expérience qui amènent à adopter une stratégie de « développement durable » ou « harmonieux » et à faire de l'aménagement écologique et de la production de l'environnement un aspect capital du développement.

3/ Les objectifs visés :

La visée simultanée de trois objectifs complémentaires tend à assurer la réalisation rapide et efficace des réformes en cours.

1/ Réaliser une économie complète :

- en réduisant le poids excessif de la démographie rurale,
- en équilibrant économie lourde et légère au profit de la seconde,
- en développant et modernisant le secteur tertiaire très en retard.

2/ Faire progresser la production :

- en restructurant et modernisant,
- en équilibrant et rendant complémentaire économie planifiée et économie de marché, au profit de la seconde,
- accroître la production et la productivité

3/ Accroître le pouvoir d'achat de tous :

des citadins et des ruraux ; des provinces de l'Est et de celles du Centre et de l'Ouest.

4/ La réalisation des objectifs : des réussites, mais aussi des difficultés :

Globalement, le chemin parcouru est caractérisé par des mutations et modernisations considérables ; une industrie puissante par la masse de la production ; un excellent taux d'investissement (1^{er} rang mondial.)

Mais : la structure économique dualiste (plan – marché) crée des difficultés ; l'espace économique reste cloisonné et très inégal ; la production par habitant reste très faible ; la productivité est médiocre, parmi les plus basses du monde !

Le pays est entré dans le développement et la modernisation ; la sécurité alimentaire est assurée ; les inégalités restent moins forte que dans la plupart des pays en développement.

Mais : on note la persistance de traces de sous-développement ; des retards qualitatifs pour la qualification de la main d'œuvre, la protection de l'environnement ; le creusement important des inégalités, notamment pour l'éducation et pour la santé.

Les transports ont connu un fort développement quantitatif et qualitatif.

Mais : les territoires difficiles d'accès restent nombreux, surtout en zones rurales et montagneuses.

La production énergétique a fortement progressé.

Mais : le bilan énergétique reste très insuffisant (20 % des besoins insatisfaits en 2002.)

La croissance des revenus a été sans pareille, tant pour les citadins que pour les ruraux ; l'accroissement global des dépenses de consommation est de 7 % par an depuis 1978.

Mais : le revenu par habitant et le niveau de vie restent très bas, surtout pour les zones rurales ; l'écart citadins / ruraux ne se réduit pas.

La mise en œuvre des réformes a amené les décideurs à développer – avec souplesse et réalisme – un esprit d'ouverture, de modernisation, de diversification, d'amélioration de la productivité...

Mais : les résistances aux changements restent vivaces : crainte du chômage, peur de perte d'avantages acquis ; la souplesse entraîne une politique de « stop and go » qui peut sembler, dans certains cas, trop soucieuse du court et moyen terme.

L'adhésion à l'OMC en 2001 a imposé plus de rigueur dans la gestion économique ; a amené les pouvoirs de décision à se décentraliser ; à généraliser la responsabilisation.

Mais : cette adhésion a imposé des mutations parfois brutales ; a fait surgir de sérieuses contradictions développant antagonismes et instabilités, phénomènes récurrents en Chine et redoutés par les autorités locales et centrales !

5/ Les sujets de préoccupation :

1/ Les retards du monde rural :

1.1 / Revenus moyens comparés ruraux / urbains (par habitant en 2007) :

- revenus ruraux : 4 140 Yuans (+ 9,5 % par rapport à 2006)
- revenus urbains : 13 786 Yuans (+ 12,2 % par rapport à 2006)

1.2/ Comparaison des revenus en %

- 1985 : revenus ruraux = 55 % des revenus urbains
- 1995 : revenus ruraux = 30 % des revenus urbains
- 2006 : revenus ruraux = 30,5 % des revenus urbains

1.3/ part de l'alimentation dans les revenus :

- 1998 : foyers ruraux = 53,4 % foyers urbains = 44,5 %
- 2004 : foyers ruraux = 47,2 % foyers urbains = 37,7 %
- 2006 : foyers ruraux = 43,0 % foyers urbains = 35,8 %

Mais les plus hauts responsables du pays sont conscients de ces problèmes et veulent y remédier :

« *Il est désormais temps, pour les villes de soutenir les campagnes* »... « *et d'édifier de nouvelles campagnes socialistes* »

Wen Jiabao, Premier ministre (session annuelle 2006 du Parlement.)

« *Assurer le développement stable de l'agriculture et l'augmentation régulière des revenus des paysans s'avère une mission de plus en plus difficile* »

Hu Jintao, Président de la Chine (rapport au Congrès du PCC 15.10.2007)

2/ L'accroissement des inégalités :

L'indice de Ginni : (échelle d'égalité, selon Banque mondiale 2006)

Egalité parfaite = indice 0 ; inégalité totale = indice 100

Inde = 32,5 — France = 32,7 — USA = 40,8

Chine = 44,7

Afrique du sud = 57,6 — Brésil = 59,1

Accroissement des inégalités en Chine : 1981 = 28,0 – 1998 = 40,3 – 2006 = 44,7.

Mais, là aussi les responsables du pays sont conscients des problèmes :

« *... Les écarts entre les zones urbaines et rurales, entre les zones Est et Ouest et entre les riches et les pauvres sont grands et inquiétants. Comment améliorer la vie de la population rurale est un souci permanent de mon gouvernement...* »

Kong Quan, Ambassadeur de Chine en France (Université d'été du MEDEF, 27.8.2008.)

6/ La Chine inquiète et fascine⁴ :

On observe en France, à l'endroit de « *l'atelier du monde*, » des peurs identiques à celles contemporaines du décollage économique de l'Allemagne d'après guerre, de celui du Japon ou plus récemment des « *petits Dragons* » d'Asie du Sud-Est... phénomènes qui ont pourtant été profitables à nos anciens pays industrialisés !

Les principales craintes françaises et occidentales :

1/ Avec une main d'œuvre très nombreuse et bon marché, la Chine, qui ne joue qu'en apparence les règles du libre échange, dispose d'un avantage qui déstabilise l'économie mondiale.

Il est vrai, comme on le répète chez nous sans cesse, qu'un salaire moyen français fait travailler 30 à 40 ouvriers chinois. **MAIS** on omet de préciser que si le faible coût de la main d'œuvre était le facteur essentiel de la compétitivité chinoise,

⁴ d'après une conférence d'Alain Labat, Président de la Fédération des AFC, à Beijing le 26.10.2006.

comment se fait-il que des pays – du Vietnam à Madagascar en passant par le Bangladesh – où elle est moins chère qu'en Chine - reçoivent si peu d'investissements étrangers ? En réalité, la compétitivité chinoise tient à un ensemble de facteurs (infrastructures, marché domestique émergent, formation d'une partie de la main d'œuvre etc.)

2/ Le développement économique de la Chine, du fait des délocalisations, est cause de chômage en France et dans les pays développés.

C'est un argument récurrent, qui associe quasi systématiquement désormais « Chine » et « délocalisations » **MAIS** qui occulte un certain nombre de faits :

- ce mouvement de délocalisation d'industries de pays riches vers des pays pauvres est aussi ancien que la révolution industrielle elle-même ; il a été à l'origine du développement de plusieurs des pays les plus pauvres de la planète ;
- des industries françaises se délocalisent effectivement : ce mouvement (qui selon l'INSEE coûte à notre pays environ 14.000 emplois/an) est très loin de ne concerner que la Chine, mais se fait aussi vers l'Europe orientale, l'Afrique du nord et de l'est, l'Asie (Inde, Vietnam...) ;
- il conviendrait de s'interroger sur l'activité des entreprises françaises délocalisées en Chine : bien plus qu'une production réexportée vers l'Europe, elles y assemblent des composants fabriqués ici pour les besoins du marché local et régional ;
- idem de la répartition des profits générés, dont l'essentiel ne revient pas au pays d'accueil... mais aux donneurs d'ordres et actionnaires français !
- en réalité, ce sont des pays comme le Mexique, les Philippines ou la Tunisie qui sont les véritables victimes de ce mouvement...

Fondamentalement, le phénomène actuel des délocalisations a pour origine l'exigence croissante des consommateurs Occidentaux d'acquiescer au plus bas prix le maximum de biens et de services, qui ne laissent aux entreprises le choix qu'entre la disparition ou ce qu'il conviendrait d'appeler plutôt la re-localisation...

3/ La Chine est devenue l'un des principaux pollueurs de la planète.

C'est une évidence, du fait de sa dimension démographique et de son essor industriel : selon la Banque Mondiale, 16 des mégapoles les plus polluées du monde se trouvent en Chine. **MAIS** on oublie toujours de rappeler à ce propos qu'un Chinois émet 20 fois moins de gaz à effet de serre qu'un Américain, et 10 fois moins qu'un Européen !

7/ Conclusion :

Au cours de ces dernières années, le nombre d'écrits (articles de presse et livres) relatifs au développement économique de la Chine se comptent par milliers !

Pour vendre, il semble qu'il convienne :

- soit d'annoncer un proche effondrement du système... sans jamais s'excuser auprès des lecteurs pour s'être trompé,
- soit de ne relever que les points faibles et les difficultés rencontrées ou qui pourraient apparaître, sans pointer aussi les progrès et les réussites ! Mais cette attitude n'épargne pas l'observation de notre propre pays !

J'espère que cette modeste contribution, d'une personne qui a eu l'occasion de visiter la Chine une quarantaine de fois depuis 1981 et de s'y intéresser constamment, permettra de rendre plus objectif le regard que nous devons poser sur les évolutions de ce vaste pays, le plus peuplé de la planète.

Pour qui étudie ce sujet et peut mesurer le chemin parcouru, il y a tout lieu de se réjouir que tant d'hommes et de femmes aient vu leur condition s'améliorer autant, en si peu de temps.

Afin de mieux comprendre les enjeux actuellement en œuvre, une attitude sans complaisance est certes indispensable à l'égard de la Chine, des autres pays émergents ou de ceux qui sont encore en voie de développement. Mais encore convient-il d'être capable de se détacher quelque peu de nos schémas de pensée purement occidentaux, de nos valeurs et, déjà, de commencer de nous départir de notre attitude d'éternels donneurs de leçons... surtout dans un moment où tant de difficultés apparaissent chez nous !

Alors que le monde traverse une grave crise financière, économique et que des épreuves sociales se profilent partout, une lecture déformée par les stéréotypes et clichés de l'information spectacle, par les préjugés et par les idées reçues ne peut qu'être dangereuse et source d'incompréhensions graves de conséquences entre les peuples français et chinois. Mieux connaître et mieux comprendre la Chine dans la complexité de son développement, c'est préserver les sentiments amicaux, forts et anciens, qui existent – dans l'intérêt de tous – entre la Chine et la France.

Une dernière remarque : l'étude de l'évolution des paysages urbains et des infrastructures serait également un moyen de mesurer le chemin parcouru et le dynamisme soutenu de la Chine... mais seule des photos pourraient rendre compte des mutations qui y sont intervenues !

Alain Caporossi,

Secrétaire général de la Fédération des associations franco-chinoises,

Président de l'Association franc-comtoise des Amitiés franco-chinoises. (le 18.12.2008.)